



Groenland: À protéger ou à vendre?

Par [Bharat Dogra](#)

Mondialisation.ca, 09 janvier 2025

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Environnement](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Alors que les écologistes sont à juste titre très préoccupés par la protection de l'écologie très fragile du Groenland, les grands médias font plutôt état de la « vente » du Groenland initiée par la déclaration provocatrice et troublante du président élu Trump, qui a déclaré qu'il allait acheter le Groenland.

Avant d'entrer dans les détails, il convient de dire d'emblée qu'il y a quelque chose d'anormal dans l'état du monde où le dirigeant le plus éminent du pays le plus puissant parle effrontément de l'achat ou de la vente d'un pays. Cela devient d'autant plus inquiétant lorsque de tels propos se poursuivent même après que le peuple et les dirigeants du pays s'y soient opposés.

Le Groenland n'est pas un petit pays [territoire danois autonome]. Il s'étend sur 836 330 kilomètres carrés. L'annexion la plus ancienne et la plus importante des États-Unis a été celle de la Louisiane en 1803, en provenance de la France, sur un territoire d'une superficie légèrement inférieure à celle du Groenland.

À l'heure actuelle, le Groenland est un territoire autonome qui connaît des progrès démocratiques significatifs (y compris des progrès vers une indépendance potentielle) et se trouve sous le contrôle général du Danemark et une présence militaire significative des États-Unis. Malgré son immense superficie, le Groenland ne compte qu'environ 56 000 habitants, principalement des Inuits. Les relations commerciales et économiques avec la Chine se sont développées rapidement ces derniers temps.

Le contrôle du Danemark sur le Groenland remonte également à l'époque des colonies, mais le Danemark a au moins été quelque peu sensible au désir d'autonomie, puis d'indépendance, de la population locale. En 1775, le Danemark et la Norvège ont déclaré que le Groenland était une colonie ; en 1814, la Norvège a cédé le Groenland au Danemark ; en 1880, le Danemark a commencé une colonisation plus organisée au Groenland ; vers 1941, l'invasion du Danemark par l'Allemagne a incité les États-Unis à envoyer discrètement certains de leurs soldats au Groenland ; en 1951, leur présence militaire au Groenland a été régularisée par un traité. En 2019, le président Trump a fait sa première offre d'achat éventuel du Groenland, une idée à laquelle le Danemark s'est fortement opposé et qui n'a pas beaucoup avancé à l'époque.

Cependant, Trump et ses conseillers n'avaient visiblement pas oublié ce sujet et avant même d'occuper la Maison Blanche, le 22 décembre, le président élu Trump a déclaré en nommant son ambassadeur au Danemark,

« Pour des raisons de sécurité nationale et de liberté dans le monde, les États-Unis estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue. »

Le Premier ministre du Groenland, Mute Egede, a réagi en déclarant que le Groenland « n'est pas à vendre et ne le sera jamais... Nous ne devons pas perdre le combat que nous menons depuis des années pour la liberté ».

L'importance stratégique et maritime du Groenland s'est accrue à la suite de la guerre en Ukraine et de l'accélération de la fonte des glaces, qui devrait encore s'accroître à l'heure du changement climatique. Le Groenland possède des réserves de pétrole et de gaz offshore, ainsi que d'importantes réserves de minéraux de terres rares, qui n'ont peut-être rien à envier à celles de la Chine. En fait, dans les années 1970, le vice-président américain Nelson Rockefeller avait spécifiquement suggéré d'acheter le Groenland principalement pour ses richesses minérales.



L'exploitation minière et la militarisation risquent donc de prendre de plus en plus d'importance au Groenland, tandis que les aspirations des populations locales à l'indépendance et les préoccupations en matière de protection de l'environnement risquent d'être reléguées au second plan. Cette situation est préoccupante à une époque où la protection de l'environnement est une nécessité urgente. En 2022, la fonte de 18 milliards

de tonnes de glace a été signalée en seulement trois jours à la mi-juillet au Groenland. Des estimations très inquiétantes ont été présentées quant à l'ampleur de l'élévation du niveau de la mer si la fonte se poursuit à une telle échelle.

Ce n'était pas le premier cas de fonte massive de glace en un court laps de temps, et ce ne sera probablement pas le dernier. Cela a également mis en évidence la nécessité d'un avenir plus protecteur pour le Groenland. Mais il semble que certaines personnes puissantes aient un point de vue tout à fait différent sur la question.

En 1946, le président Truman a proposé d'acheter le Groenland pour 100 millions de dollars. Cette offre a été refusée, mais le Danemark a ensuite cédé à la pression des États-Unis pour installer des bases militaires au Groenland, y compris une centrale nucléaire à Camp Century.

Grâce à sa position stratégique à proximité de la Russie et des États-Unis, le Groenland reste d'un grand intérêt militaire pour les États-Unis. C'est un facteur qui a pris de l'importance récemment avec l'accentuation des rivalités entre grandes puissances.

Cette région arctique est très fragile d'un point de vue écologique, une fragilité qui s'est encore accrue à l'heure du changement climatique. La fonte des calottes glaciaires qui recouvrent de vastes zones sous l'effet du réchauffement climatique libère les dépôts de carbone enfouis et entraîne une élévation du niveau des mers. La biodiversité unique de la région, notamment les ours polaires et les phoques, sera gravement menacée.

Il est donc tout à fait justifié que l'ensemble du Groenland soit administré par les Nations unies en tant que zone de neutralité, de paix et de protection de l'environnement. Dans le cadre d'un tel arrangement, des moyens de subsistance et des équipements de base respectueux de l'environnement seront assurés par un programme administré par les Nations unies, qui traitera l'ensemble de l'île comme une zone de protection écologique où toute exploitation des ressources naturelles sera strictement contrôlée et où aucun acte de guerre ne sera autorisé. En outre, un effort très prudent et bien planifié sera déployé pour réparer les dommages déjà causés.

À mesure que la neige fondra sous l'effet du réchauffement climatique, les vestiges de ce qui était autrefois une station militaire à propulsion nucléaire (Camp Century) des États-Unis s'ouvriront, ce qui nécessitera un effort de nettoyage très minutieux. Un danger encore plus grand existe sous la forme d'une arme nucléaire qui a été perdue ici lors d'un accident d'avion bombardier en 1968. C'était l'apogée de la guerre froide, lorsque des bombardiers américains transportant des armes nucléaires volaient en permanence. La base militaire de Thulé, au Groenland, était un lieu privilégié pour ces opérations, en raison de la proximité relative des cibles russes. L'accident d'avion s'est produit lorsque le bombardier américain transportant des armes nucléaires s'approchait de cette base militaire au Groenland. Les États-Unis avaient obtenu l'autorisation du gouvernement danois d'établir cette base militaire, mais il n'est pas du tout certain que le gouvernement danois, et encore moins les communautés locales, aient été informés des opérations effectuées ici.

En réalité, l'avion contenait quatre armes nucléaires et trois d'entre elles ont pu être récupérées. Lors de l'opération de récupération en 1968, des milliers de débris ainsi que des millions de tonnes de glace, soupçonnés de contenir des débris radioactifs, ont été collectés. Malgré l'énorme effort de recherche, aucune arme n'a pu être retrouvée. Les travailleurs employés pour les travaux de nettoyage ont ensuite été atteints de cancers et ont réclamé

des compensations jusqu'à récemment.

Il est désormais largement admis que cet accident a mis en danger jusqu'à quatre armes nucléaires, que trois d'entre elles ont été récupérées plus ou moins intactes, mais qu'une bombe à hydrogène n'a jamais été retrouvée. L'un des aspects d'un avenir protecteur administré par les Nations unies devrait consister à être en alerte permanente pour détecter tout signe révélateur de dommages causés par cet accident, de manière à pouvoir encore prévenir un éventuel événement catastrophique.

Alors que le paradigme plus large du développement futur devrait être basé sur la protection écologique, les moyens de subsistance protecteurs, la paix et la neutralité, au sein de ce paradigme, les populations locales devraient disposer de toute l'autonomie nécessaire à une gouvernance hautement décentralisée. Un programme spécial de santé mentale et de bien-être devrait être mis en place afin de réduire le taux élevé de suicides et de toxicomanie dans la région.

Il est clair que le Groenland est confronté à plusieurs problèmes graves qui doivent être résolus. Un grand effort de continuité doit être fait pour assurer un avenir plus protecteur pour le Groenland, ce qui est en fait important pour le monde entier.

C'est pourquoi toutes les discussions récentes sur l'achat ou la vente du Groenland sont très inquiétantes et ces transactions sont susceptibles d'être le point de départ d'activités écologiquement destructrices à un moment où le besoin urgent est de planifier la protection de l'environnement. Il convient donc de s'opposer à l'achat et à la vente du Groenland et de mettre l'accent sur des politiques fondées sur le bien-être des populations locales et la protection de l'environnement.

Bharat Dogra

Article original en anglais :



[Greenland - For Protection or for Sale?](#) By [Bharat Dogra](#), December 27, 2024

Traduction : [Mondialisation.ca](#)

*

Bharat Dogra est coordinateur de la campagne « Save the Earth Now » et de sa demande SED. Il est également l'un des organisateurs de la campagne « Sauver la Terre maintenant ». Parmi ses ouvrages récents figurent *A Day in 2071*, *Planet in Peril*, *Protecting Earth for Children* et *Man over Machine*. Il contribue régulièrement à *Global Research*.

Articles Par : **[Bharat Dogra](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca